



2011

ASSEMBLÉES ANNUELLES  
Groupe de la Banque mondiale  
Fonds monétaire international  
Washington, D.C.

Déclarations des Gouverneurs n° 17 (F)

23 septembre 2011

Déclaration de M. **MAPON MATATA PONYO**,  
Gouverneur de la Banque et du Fonds pour  
**LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**,  
au nom des Gouverneurs africains



## L'AFRIQUE RÉSISTE, AVANCE et SE TRANSFORME

### *Déclaration du Président du Caucus Africain*

**Son Excellence Monsieur MATATA PONYO Mapon  
Ministre des Finances de la République Démocratique du Congo  
Au nom des Gouverneurs africains  
à la Banque mondiale et au Fonds Monétaire International**

#### **L'AFRIQUE RÉSISTE...**

**Jusqu'à la crise économique mondiale en 2008**, la croissance économique sur le continent atteignait la moyenne de 5% par an, pendant une décennie. **Quelques 22 pays non exportateurs de pétrole, avaient affiché une croissance de 4 % ou plus, durant la période 1998-2008. Ces efforts ont été ralentis** par la crise.

Cependant, malgré une faible reprise économique mondiale et un environnement international de plus en plus difficile, les pays d'Afrique continuent d'afficher une croissance solide projetée à plus de 5 % en 2012 et 2013. Près de 40 % des pays d'Afrique sont susceptibles d'enregistrer 6% ou plus de taux de croissance. Mais cette croissance en Afrique reste étroitement liée à l'évolution des prix internationaux des matières premières - telles que le pétrole, les métaux et les produits agricoles non alimentaires — qui sont généralement volatiles. Par conséquent, des projets d'investissement s'imposent dans des secteurs susceptibles de susciter une croissance rapide et soutenue, comme les secteurs de l'énergie et de l'agriculture, en raison de leur fort potentiel de transformation et d'intégration régionale au service du développement du continent.

Si l'Afrique a été touchée par la crise mondiale, elle a su résister. L'Afrique a réussi à échapper à une récession encore plus profonde en 2009, grâce à des politiques macroéconomiques prudentes et à l'appui financier de ses partenaires. Elle a amorcé une reprise en 2010. La société civile a davantage voix au chapitre et, dans de nombreux pays, on voit les différents acteurs non étatiques exiger que les dirigeants rendent des comptes sur la façon dont les ressources nationales sont utilisées. Les pays s'approprient les efforts de développement, avec plus d'accent sur les résultats, le renforcement des capacités et des systèmes nationaux, le choix des politiques, les réformes, la coordination et l'efficacité de l'aide. C'est dire que l'Afrique ne fait pas que résister. Elle avance.

#### **L'AFRIQUE AVANCE...**

Certes, la majorité des pays africains sont encore loin de pouvoir atteindre la plupart des objectifs de développement du Millénaire (ODM) en 2015. Néanmoins, les progrès sur la voie de la réalisation des ODM ont été tels que des nombreux pays (dont le Cap-Vert, le Malawi, le Ghana et l'Éthiopie) se présentent en position d'atteindre la plupart de ces objectifs, si pas en 2015, du moins peu après. De plus, les indicateurs de développement

enregistrent des améliorations régulières. Certains indices montrent que la mortalité infantile commence à chuter en Éthiopie, en Gambie, au Malawi et au Rwanda et les taux de scolarisation au niveau de l'enseignement primaire augmentent dans la plupart des cas, plus rapidement en Afrique que partout ailleurs.

Notre continent a bénéficié dans l'ensemble de l'appui appréciable du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Avec l'assistance technique et les conseils du FMI, nombre de pays africains ont atteint un niveau de stabilité macroéconomique indispensable aux efforts de développement. L'inflation est globalement sous contrôle en dépit des pressions provenant de l'extérieur ; les déficits budgétaires sont mieux maîtrisés que par le passé ; les niveaux d'endettement sont moindres en partie à la faveur d'allègements de dette mais aussi des efforts de nos pays dans la gestion de leur dette ; et les comptes courants extérieurs ont connu une amélioration appréciable, aidés en cela par une amélioration des termes de l'échange.

Les financements de la Banque ont, par exemple, permis, au cours de l'exercice 2010, d'augmenter les rendements et la production agricoles en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, au Nigeria, au Rwanda, en Somalie et en Tanzanie. Des dizaines de milliers d'habitants en République Démocratique du Congo ont bénéficié de l'accès à l'eau potable, de même que 1,5 million de citoyens au Sénégal, tandis que le Ghana et le Rwanda ont pu élargir considérablement l'accès des ruraux à l'eau salubre, pendant que plus de 16 000 écoliers kenyans et 15 000 personnes vulnérables au Libéria ont pu bénéficier d'une protection sociale. Des milliers de vies ont été sauvées contre le paludisme au Nigéria et en RDC, contre la pandémie du VIH/ SIDA au Malawi, au Tchad et au Lesotho. De plus, l'Afrique se réjouit de voir que, dans le cadre de ses réformes internes qui visent à augmenter l'impact sur le développement des projets qu'elle finance, la Banque a renforcé sa présence dans ses bureaux en Afrique. C'est dire que l'Afrique reste plus que jamais déterminée, non seulement à résister, à avancer, mais aussi à se transformer.

### **L'AFRIQUE SE TRANSFORME...**

Le climat des affaires en Afrique s'améliore. Le secteur privé attire de plus en plus d'investissements, avec une grande partie des fonds provenant des banques et investisseurs nationaux. Les flux de capitaux privés sont supérieurs aux montants de l'aide publique au développement. Selon le rapport *Doing Business 2010*, un pays africain – le Rwanda – s'est ainsi hissé au premier rang des pays les plus réformateurs dans le monde. Une classe moyenne émerge, avec des centaines de millions des consommateurs. Les retombées sur investissement en Afrique sont parmi les plus élevées au monde. Le succès des technologies de l'information et de la communication, en particulier le taux de pénétration de la téléphonie mobile, illustre la rapidité avec laquelle un secteur peut se développer. Il montre aussi comment le secteur public peut fixer les conditions de la croissance exponentielle d'une industrie vitale qui pourrait transformer le continent.

Nous demandons un appui beaucoup plus solide à la mise en œuvre du Plan d'action d'Accra adopté lors du Forum de haut niveau de septembre 2008 à l'issue du bilan de la Déclaration de Paris de 2005. Ces textes reconnaissent que ce sont les gouvernements qui doivent concevoir et exécuter leurs propres programmes de développement. Mais, du même coup, ils appellent les partenaires de développement à renforcer et fournir des financements fiables, axés sur les résultats et aux coûts les plus bas. Ils rappellent que le niveau de l'aide doit correspondre à au moins 0,7 % du PIB, objectif fixé au sommet de Monterrey. La Déclaration de Paris et le Plan d'action d'Accra requièrent également une collaboration accrue entre bailleurs de fonds pour réduire la concurrence et garantir l'efficacité de l'aide en évitant les gaspillages et double-emplois.

### **LA SÉCHERESSE A LA CORNE DE L'AFRIQUE**

Enfin, je ne saurais terminer cette déclaration sans parler de la tragédie humaine que connaît la Corne de l'Afrique. La sécheresse dans la Corne de l'Afrique affecte plus de 11 millions de personnes dans les zones arides et semi-arides de la Somalie, du Soudan, du Sud Soudan, de l'Éthiopie, du Kenya, de la Tanzanie, du Burundi, de l'Ouganda, de l'Érythrée, du Rwanda et de Djibouti. Encore plus de personnes, de récoltes et de bétail seront touchés dans les mois qui viennent en raison des retards des récoltes accumulés. Cette situation nous rappelle que le continent, en dépit des progrès réalisés, reste très vulnérable aux chocs exogènes.

Nous saluons toutes les contributions reçues et attendons davantage. Cependant, en même temps que nous nous attelons - de manière appropriée d'ailleurs - sur les réponses d'urgence à la famine dans la corne de l'Afrique, nous devons également mettre en place avec le même sens d'urgence des solutions à plus long terme, surtout si les sécheresses deviennent plus fréquentes avec le changement climatique. Par conséquent, nous en appelons à une approche proactive de la gestion des risques des catastrophes, en plus de réponses d'urgence. Nous demandons également que les institutions multilatérales telles que le FMI et la Banque mondiale maintiennent des ressources concessionnelles importantes pour répondre aux besoins de tout instant de nos pays.

Je vous remercie pour votre aimable attention.